

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Route coupée, énergie et éléphants : recul économique à Louami-Lelema (Okondja)

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

DANS le département de la Sébé-Brikolo, au Canton Louami-Lelema, c'est l'exaspération. Jadis axe d'exploitation forestière et de production agricole accueillant des plantations industrielles comme celle de la Société nationale de développement des cultures industrielles (Sonadeci), cette bourgade cantonale est en nette recul de développement et l'exode rural frappe de plein fouet. Et pour cause, trois fléaux majeurs sont à l'origine du sentiment d'abandon, de colère et de mal-être des populations : l'abandon du projet d'électrification haute tension, la coupure de la route et le conflit hommes faune sont au cœur d'une missive de quatre pages qui relance la question du développement. À bout de souffle face au sous-développement qui gagne du ter-

rain, les populations de Louami et Lelema ont saisi le préfet par une correspondance datée du 9 janvier 2023 (dont L'Union a reçu copie) ; une lettre signée de tous les auxiliaires de commandement de cette bourgade : chef de canton, chefs de regroupement et chefs de villages.

ÉNERGIE, ÉLÉPHANT BLANC. En 2012 en effet, " le gouvernement de la République, dans le cadre de l'exécution de ses missions régaliennes par le truchement du ministère de l'Énergie, avait lancé un projet d'électrification d'une ligne Haute Tension de Franceville à Okondja en passant par le district d'Andjogo, exécutée par la société Solux", ont rappelé les signataires de cette correspondance. Les poteaux électriques ont même été implantés le long du linéaire Franceville-Okondja. Seulement, " ainsi que tout le monde peut le voir, les travaux de cette ligne électrique n'avaient jamais été réalisés correctement.

Moins encore, le réseau n'a jamais été finalisé correctement du côté d'Okondja jusqu'à ce jour ". À quand la poursuite des travaux ?

ROUTE COUPÉE. Autre préoccupation, la route. " La route est un facteur de développement (...) Les populations de cette partie de votre département en souffrent énormément depuis longtemps, au regard de la pluviométrie d'une part, et de la dégradation des ponts de Louami et Lelema, d'autre part ". Cette situation rend difficile le déplacement des populations dans les deux sens : vers Franceville et vers Okondja. Alors difficile d'évacuer les quelques récoltes agricoles, et d'aller se soigner.

Le troisième problème soulevé par les populations est l'épineux problème de la cohabitation des hommes et des éléphants. Ce qui s'apparente à l'indifférence



Photo: DR

Rupture d'une buse : la route Franceville-Okondja par le district d'Andjogo coupée.

du gouvernement suscite colère, indignation et sentiment d'exclusion. " Ces derniers dévastent impitoyablement les plantations et rentrent en toute quiétude en plein village de jour comme de nuit. Certaines familles ont longtemps abandonné les villages

faute d'avoir de quoi manger", mentionnent les pétitionnaires. Lesquels précisent que " les plaintes contre les (compatriotes) éléphants adressées au ministère des Eaux et Forêts en 2016 et renouvelées en 2022 demeurent sans suite jusqu'à ce jour ".

Le clin d'œil de

lybek



Arnaque Sonnedix Gabon : pas d'agrément délivré par le ministère de l'Économie

GMNN
Libreville/Gabon

Le ministère de l'Économie et de la Relance est clair sur l'affaire Sonnedix Gabon. Dans un communiqué daté de vendredi dernier, le cabinet de la ministre Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou a attiré l'attention des Gabonais sur l'affaire Sonnedix.

" Depuis quelques jours, il est fait état d'une société dénommée Sonnedix qui aurait collecté de l'épargne auprès de certains compatriotes avant de faire défaut ", précise le communiqué de presse (L'Union du week-end).

Fait important à souligner, à travers ce communiqué, le ministère de l'Économie et de la Relance coupe court à toute supputation et commentaire cherchant à mettre à l'index et à associer l'administration à cette énième affaire d'escroquerie : " L'entreprise (c'est-à-dire Sonnedix, N.D.L.R) n'est pas connue du



Photo: DR/L'Union

Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou, ministre de l'Économie et de la Relance.

ministère de l'Économie et ne possède aucun agrément". La ministre a aussi invité les victimes à déposer une plainte collective ou individuelle auprès des instances judiciaires. L'entreprise, qui a soudainement fermé ses portes, invitait ses victimes à investir leur argent dans un projet sur l'énergie solaire

qui leur permettrait des rendements faramineux. Une affaire semblable à celles de BRSarl et de JDS technologie, où des centaines de personnes en quête de richesse ont été condamnées à la ruine par des escrocs. Le ministère de l'Économie invite la population à la vigilance face aux arnaqueurs.